

3° investeringskosten.

Art. 2. In aanmerking komend voor subsidiëring zijn uitsluitend de uitgaven:

1° die rechtstreeks verband houden met de actie waarvoor de subsidie is toegekend;

2° die de werkelijke kosten van de gesubsidieerde actie niet overschrijden;

3° die betrekking hebben op de periode gedekt door de subsidie;

4° die het voorwerp (zullen) uitmaken van een betaling door de begunstigde.

Art. 3. Alleen de volgende personeelskosten komen in aanmerking:

1° de bruto-vergoeding van het personeelslid;

2° de RIZIV-werkgeversbijdragen;

3° de kosten voor woon-werkverkeer voorzien in een regelgevende norm of een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst;

4° de werkgeversbijdrage voor maaltijdcheques;

5° bovenwettelijke uitkeringen uit hoofde van een wettelijke norm of een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst;

6° de gepresteerde opzegvergoeding;

7° de niet gepresteerde opzegvergoeding overeenkomstig de voorwaarden die de Minister of diens gemachtigde op gemotiveerd verzoek van de begunstigde vaststelt;

8° de kosten inzake sociaal secretariaat of payroll beheerder, arbeidsgeneeskunde, wetsverzekering en de beheerskosten voor maaltijdcheques;

9° de telewerkvergoedingen, beperkt tot het bedrag dat van toepassing is op het personeel van de Waalse Overheidsdienst, enkel voor personeelsleden van wie de taken verenigbaar zijn met telewerken en op voorwaarde dat dit laatste geen negatieve impact heeft op de toegang van de begunstigten tot de diensten, noch kwantitatief, noch kwalitatief.

Het jaarlijkse plafond van de brutobezoldiging van een personeelslid in de zin van paragraaf 1, 1° stemt overeen met de bezoldiging vastgesteld volgens de barema's in de desbetreffende collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 4. Investerings in de inrichting van gebouwen of de aankoop van nieuwe of tweedehands duurzame goederen met een individuele waarde van meer dan 1.000 euro exclusief btw komen in aanmerking, in verhouding tot hun toewijzing aan de gesubsidieerde actie. Maximaal 20

van het totale investeringsbedrag mag worden afgetrokken van de subsidie die voor het boekjaar is toegekend.

Art. 5. Uitgaven van uitzonderlijke aard mogen alleen met voorafgaande toestemming van de Administratie worden gedekt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2024 tot opnemings van bepalingen betreffende dagopvang voor dak- of thuislozen en de vastlegging van subsidies inzake sociale actie en gezondheid in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 12 december 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en

Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,

A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,

Y. COPPIETERS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2025/200053]

19 DECEMBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ainsi que de l'annexe 117/8 du même Code en ce qui concerne les services pour personnes en situation de handicap dont le financement et la décision de prise en charge est assurée par une autorité publique étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283/1, inséré par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 12 janvier 2024 ;

Vu le rapport du 18 janvier 2024 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu le test « Handistreaming » en exécution de l'article 22ter de la Constitution et de l'article 4 de la Convention de l'ONU relative aux droits de personnes handicapées, donné le 18 janvier 2024 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 7 mars 2024 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 7 mars 2024 ;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 27 février 2024 ;

Vu l'avis du Comité de branche « handicap » de l'Agence, donné le 20 février 2024 ;

Vu l'avis n° 76.370/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 juin 2024 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Solidarités ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. Dans l'article 1369/7 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 10^o, les mots « l'attestation du service régional d'incendie » sont remplacés par les mots « la décision favorable de la zone de secours » ;

b) l'article est complété par un 13^o et 14^o rédigés comme suit :

« 13^o le logement ordinaire : le lieu d'habitation où vivent communément de façon pérenne une famille ou un groupe réduit de personnes ;

14^o la décision favorable de la zone de secours : une attestation, un avis ou un rapport favorable émanant d'un service communal ou d'une zone de secours en termes de sécurité incendie et de capacité maximale d'occupation d'une infrastructure. ».

Art. 3. Dans l'article 1369/15 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, les modifications suivantes sont apportées :

1) le mot « privatif » est remplacé par le mot « ordinaire » ;

2) les mots « et pour les projets d'accueil de type résidentiel organisés dans des logements ordinaires de maximum huit personnes » sont insérés entre les mots « six personnes » et les mots « , un rapport » ;

3) les mots « l'annexe 117/8 » sont remplacés par les mots « l'article 1369/75 » ;

b) au 5^o, les modifications suivantes sont apportées :

1) le mot « privatif » est remplacé par le mot « ordinaire » ;

2) les mots « d'un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies » sont remplacés par les mots « d'une décision favorable de la zone de secours qui date de maximum six ans » ;

c) le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o un accord sur l'aménagement de l'infrastructure projetée délivré par l'Agence. » ;

d) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant le 6^o, le service fournit avant les travaux tout plan détaillé d'exécution à l'échelle qui reprend les différents niveaux de coupe et de façade de l'établissement. ».

Art. 4. L'article 1369/75 du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf pour les projets de vie en autonomie dans un logement ordinaire occupé par maximum six personnes, le service possède en permanence une décision favorable de la zone de secours qui date de maximum de six ans. ».

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'annexe 117/8 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 5. Avant le I. de l'annexe 117/8 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'intitulé, les mots « Normes architecturales » sont remplacés par les mots « Normes d'infrastructure, de sécurité et d'hygiène » ;

2^o il est inséré une introduction rédigée comme suit :

« Introduction.

Les projets de vie en autonomie et les projets d'accueil de type résidentiel, organisés dans un logement ordinaire, sont conformes aux critères de salubrité des logements prévus par le Code wallon de l'habitation durable.

Par ailleurs, les normes reprises aux I et II de la présente annexe ne s'appliquent pas aux projets de vie en autonomie ni aux projets d'accueil de type résidentiel, organisés dans un logement ordinaire, à l'exception du II. 1. relatif aux normes spécifiques en matière de locaux d'activités qui reste d'application pour les projets de type résidentiel organisés dans un logement ordinaire. ».

Art. 6. Dans le II. 1. de l'annexe 117/8 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les chiffres « 1.1.1 », « 1.1.2 » et « 1.1.3 » sont remplacés par les chiffres « 1.1 », « 1.2 » et « 1.3 » ;

2° il est inséré un 1.4 rédigé comme suit :

« 1.4. Un lavabo ou un déversoir est prévu par local d'activités. ».

Art. 7. Dans le II. 3. de l'annexe 117/8 du même code, les chiffres « 3.3 », « 3.4 », « 3.5 », « 3.6 », « 3.7 », « 3.8 », « 3.9 », « 3.10 » et « 3.11 » sont remplacés par les chiffres « 3.2.1 », « 3.2.2 », « 3.2.3 », « 3.2.4 », « 3.2.5 », « 3.2.6 », « 3.2.7 », « 3.2.8 » et « 3.2.9 ».

Art. 8. Dans le III. de l'annexe 117/8 du même code, il est inséré un 7. rédigé comme suit :

« 7. L'accueil résidentiel organisé dans un logement de type ordinaire de maximum huit personnes :

a) n'est pas organisé sur le ou les sites principaux du service ;

b) plusieurs logements de ce type ne sont pas regroupés dans un même bâtiment, ni contigus ;

c) peut représenter seulement :

(1) un maximum de cinquante pour cent de la capacité agréée du service lorsque celle-ci est inférieure ou égale à quarante résidents ;

(2) un maximum de quarante pour cent de la capacité agréée du service lorsque celle-ci est comprise entre quarante et un et quatre-vingts résidents ;

(3) un maximum de vingt-cinq pour cent de la capacité agréée du service lorsque celle-ci est supérieure à quatre-vingts résidents.

Concernant le b), les logements sont séparés par de l'habitat, des zones d'équipements communautaires, d'activités économiques, de services publics, de zones naturelles, agricoles ou autres.

La limitation visée au c) ne s'applique pas aux logements de type familial qui disposent d'un rapport favorable d'un service conseil en accessibilité. ».

Art. 9. Dans le III. de l'annexe 117/8 du même code, il est inséré un 8. rédigé comme suit :

« 8. L'accueil en formules de soutien des personnes au sein de leur logement de maximum six personnes :

a) il est organisé dans des logements ordinaires ;

b) lorsque plusieurs logements de mise en autonomie sont regroupés dans un même bâtiment, ce bâtiment compte un maximum de douze résidents ;

c) les bâtiments qui accueillent ce type de logement ne sont pas contigus ;

d) il n'est pas organisé sur le ou les sites principaux du service résidentiel, sauf dans les limites suivantes :

(1) un maximum de six résidents lorsque la capacité du site résidentiel est inférieure ou égale à quarante résidents ;

(2) un maximum de douze résidents lorsque la capacité du site résidentiel est supérieure à quarante résidents ;

(3) tout logement de mise en autonomie sur site résidentiel dispose d'une entrée privative et indépendante clairement séparée des espaces collectifs du service résidentiel.

Concernant le c), les logements sont séparés par de l'habitat, des zones d'équipements communautaires, d'activités économiques, de services publics, de zones naturelles, agricoles ou autres. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. L'article 9 n'est pas applicable aux services qui ont, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, obtenu un permis d'urbanisme et qui peuvent démontrer que les travaux ont débuté ou qu'une offre d'achat a été signée.

Art. 11. Le Ministre qui a la politique de l'aide aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et

Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,

Y. COPPIETERS

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2025/200053]

19 DECEMBER 2024. — *Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van bijlage 117/8 bij hetzelfde Wetboek wat betreft de diensten voor personen met een handicap, waarvan de financiering en de beslissing tot opname verzekerd worden door een buitenlandse openbare overheid*

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283/1, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 januari 2024,

Gelet op het rapport van 18 januari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de "Handistreaming"-test ter uitvoering van artikel 22ter van de Grondwet en artikel 4 van de Overeenkomst van de VN over de rechten van gehandicapte personen, gegeven op 18 januari 2024;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan van 7 maart 2024 en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg van 7 maart 2024;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 27 februari 2024;

Gelet op het advies van het Branchecomité "Handicap" van het Agentschap, gegeven op 20 februari 2024;

Gelet op advies 76.370/4 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Solidariteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. In artikel 1369/7 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 10° worden de woorden "het attest van de regionale brandweerdienst" vervangen door de woorden "de gunstige beslissing van de hulpverleningszone";

b) het artikel wordt aangevuld met de punten 13° en 14°, luidend als volgt:

"13° gewone woning: de woonplaats waar een gezin of een kleine groep mensen gewoonlijk permanent woont;

14° gunstige beslissing van de hulpverleningszone: een certificaat, advies of gunstig rapport afgegeven door een gemeentelijke dienst of hulpverleningszone op het vlak van brandveiligheid en de maximale bezettingsgraad van een infrastructuur."

Art. 3. In artikel 1369/15 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 4° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) het woord "privatieve" wordt vervangen door het woord "gewone";

2) de woorden "en voor projecten betreffende de opvang van het residentiële type georganiseerd in gewone woningen voor maximum acht personen" worden ingevoegd tussen de woorden "maximum 6 personen" en de woorden ", een positief verslag";

3) de woorden "bijlage 117/8" worden vervangen door de woorden "artikel 1369/75";

b) in 5° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) het woord "privatieve" wordt vervangen door het woord "gewone";

2) de woorden "een verslag van een gemeentelijke of regionale brandbestrijdingsdienst waarbij bevestigd wordt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn getroffen om brand te voorkomen" worden vervangen door de woorden "een gunstige beslissing van de hulpverleningszone van maximaal zes jaar geleden";

c) punt 6° wordt vervangen als volgt:

"6° een overeenkomst over de inrichting van de geplande infrastructuur uitgegeven door het Agentschap."

d) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Met betrekking tot 6° moet de dienst voordat er werken worden uitgevoerd, een gedetailleerd plan op schaal voorleggen waarop de verschillende niveaus van doorsnede en gevel van de inrichting zijn aangegeven."

Art. 4. Artikel 1369/75 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Behalve voor de projecten betreffende het zelfstandig leven in een privatieve woning bewoond door maximum 6 personen, beschikt de dienst altijd over een gunstige beslissing van de hulpverleningszone die niet ouder is dan 6 jaar."

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in bijlage 117/8 bij het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 5. Vóór I. van bijlage 117/ 8 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2019 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het opschrift worden de woorden "Architecturale normen" vervangen door de woorden "Infrastructuur-, veiligheids- en hygiënenormen";

2° er wordt een inleiding ingevoegd, luidend als volgt:

"Inleiding.

Projecten betreffende het zelfstandig leven en projecten betreffende de opvang van het residentiële type georganiseerd in een gewone woning, voldoen aan de gezondheidscriteria voor woningen zoals bepaald in het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

Bovendien zijn de normen bedoeld in de punten I en II van deze bijlage niet van toepassing op projecten betreffende het zelfstandig leven of projecten betreffende de opvang van het residentiële type georganiseerd in een gewone woning, met uitzondering van II. 1. met betrekking tot specifieke normen voor activiteitenruimten, dat van toepassing blijft op projecten van het residentiële type georganiseerd in een gewone woning. "

Art. 6. In II. 1. van bijlage 117/8 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de cijfers "1.1.1", "1.1.2" en "1.1.3" worden vervangen door de cijfers "1.1", "1.2" en "1.3";

2° er wordt een punt 1.4 ingevoegd, luidend als volgt:

"1.4. Voor elk activiteitenruimte is er een wastafel of een overloop voorzien. "

Art. 7. In II. 3. van bijlage 117/8 van hetzelfde Wetboek worden de cijfers "3.3", "3.4", "3.5", "3.6", "3.7", "3.8", "3.9", "3.10" en "3.11" vervangen door "3.2.1", "3.2.2", "3.2.3", "3.2.4", "3.2.5", "3.2.7", "3.10" en "3.2.12". "11" worden vervangen door "3.2.1", "3.2.2", "3.2.3", "3.2.4", "3.2.5", "3.2.6", "3.2.7", "3.2.8" en "3.2.9".

Art. 8. In III. van bijlage 117/8 van hetzelfde Wetboek wordt een punt 7. ingevoegd, luidend als volgt:

7. Residentiële opvang georganiseerd in een gewone woning voor maximaal acht personen:

a) hij wordt niet georganiseerd op de hoofdsite(s) van de dienst;

b) meerdere woningen van dit type zijn niet gegroepeerd in hetzelfde gebouw en zijn ook niet aangrenzend;

c) hij mag:

(1) maximaal vijftig procent van de erkende capaciteit van de dienst uitmaken als deze minder dan of gelijk is aan veertig bewoners is;

(2) maximaal veertig procent van de erkende capaciteit van de dienst wanneer deze tussen eenenveertig en tachtig bewoners bedraagt;

(3) maximaal vijftig procent van de erkende capaciteit van de dienst uitmaken als deze minder dan of gelijk is aan tachtig bewoners is.

Met betrekking tot punt b) worden de woningen gescheiden door woongebieden, gebieden voor gemeenschappelijke uitrustingen, bedrijfsactiviteiten, dienstverleningsgebieden, natuurgebieden, landbouwgebieden of andere gebieden.

De onder c) genoemde beperking geldt niet voor gezinswoningen met een positief rapport van een toegankelijkheidsadviesdienst. "

Art. 9. In III. van bijlage 117/8 van hetzelfde Wetboek wordt een punt 8. ingevoegd, luidend als volgt:

8. Opvang van mensen in ondersteuningsformules in hun eigen woning voor maximaal zes personen:

a) hij wordt georganiseerd in gewone woningen;

b) als meerdere woningen voor het zelfstandig leren leven in hetzelfde gebouw zijn gegroepeerd, heeft dit gebouw maximaal twaalf bewoners;

c) de gebouwen waarin dit type woning is gehuisvest zijn niet aangrenzend;

d) hij wordt niet georganiseerd op de hoofdsite(s) van de residentiële dienst, behalve binnen de volgende grenzen:

(1) maximaal zes bewoners wanneer de capaciteit van de residentiële site minder dan of gelijk is aan veertig bewoners;

(2) maximaal twaalf bewoners wanneer de capaciteit van de residentiële site hoger is dan veertig bewoners;

(3) elke woning voor het zelfstandig leren leven op een residentiële site heeft een eigen en onafhankelijke ingang die duidelijk gescheiden is van de gemeenschappelijke ruimten van de residentiële dienst.

Met betrekking tot punt c) worden de woningen gescheiden door woongebieden, gebieden voor gemeenschappelijke uitrustingen, bedrijfsactiviteiten, dienstverleningsgebieden, natuurgebieden, landbouwgebieden of andere gebieden. "

HOOFDSTUK 4. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 10. Artikel 9 is niet van toepassing op diensten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een stedenbouwkundige vergunning hebben gekregen en kunnen aantonen dat de werken zijn begonnen of dat een koopaanbieding is ondertekend.

Art. 11. De Minister bevoegd voor bijstand aan personen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en
Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS